L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau : 72 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
MARDI, 4 DECEMBRE 1888.

PETITES ANNONCES.

DEMANDES D'EMPLOI.

UN jeune homme, 18 ans, Français, écrivant très vite et bien et connaissant le travail de bureaux, demande emploi quelconque. Ecrire ou s'adresser à M. Henri Fraisse, 7 rue Hôpital-chas Me A. Martin.
7 8 nov—6f

A VENDRE.

A VENDRE—Une charrette à lait, une paire de bidons, un cheval et la clientèle. S'adresser à John Saltzman, Lafourche, Lne.
29 nov—7f

EXCELLENTE OCCASION.—A vendre pour raison de santé, une épicerie et buvette, bien achalandée, bien située dans le Second District. S'adresser à E. D. Bureau de la Abeille.
1e nov—1 m.

AVIS AUX CREANCIERS

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du district pour la paroisse d'Orléans.—Louis E. Shanks vs ses créanciers—No 25 501—Division C—Ordre de Cour—Quine ressortent des pièces du pétitionnaire Louis E. Shanks soit et est par le présent accepté par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant John H. Mc. Enery, Esq., notaire en cette ville, le LUNDI, 10ème jour de décembre 1888, à 11 heures A. M., à son bureau, No 130 rue Carondelet, afin de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, d'élire un syndic et de voter sur toutes ces affaires qui peuvent être présentées devant eux, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et la propriété du dit pétitionnaire soient suspendues.
Nouvelle-Orléans, 26 novembre 1888.
(Signé) F. A. MONROE, Juge.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN Député Greffier.
27nov—3 f au 10 déc

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 25,470—Division C—Ordre de Cour—Fortune Sel es Nelle vs ses créanciers—Qu'une assemblée des créanciers du pétitionnaire Fortune Sel es soit tenue pardevant W. M. Gurley, notaire à son bureau No 47 rue du Camp en cette ville, le MERCREDI, 26me jour de décembre 1888 dans le but de voter sur la demande du dit pétitionnaire pour un repit de six et douze mois pour le paiement de ses dettes, et que ses créanciers soient notifiés d'assister à la dite réunion et qu'avis en soit donné, qu'Ernest Morel, avocat, soit nommé pour représenter les contestants absents, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues.
Nouvelle-Orléans, 21 novembre 1888.
(Signé) F. A. MONROE Juge.
Pour copie conforme.
M. GURLEY, Député Greffier.
22 nov—3f au 21 dec

Alex Kaiman vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 16,076—Division E. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (si elle en ont) pour lesquelles le premier compte présenté par Rudolph Hecht, syndic des créanciers de cette affaire ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
25 nov—2f 29 —4dés Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans—Louis Braun vs ses créanciers—No 25,501—Division A—Ordre de Cour—Quine ressortent des créanciers de Louis Braun susdénommés sont tenus et contraints par autorité de justice, notaire public en cette ville le JEUDI 13me jour de décembre 1888 à 11 heures A. M. pour délibérer sur les affaires de leur débiteur, élire un syndic et voter sur toutes les matières qui pourraient bien être soumises et mises au choix des dits créanciers, et qu'avis de cette assemblée soit donné aux dits créanciers absents afin qu'ils puissent y être présents ou personnes intéressées dans cette affaire soient notifiés d'assister à la dite réunion comme ils avisent.
Nouvelle Orléans 9 novembre 1888.
Signé: THOS C. W. ELLIS Juge.
Pour copie conforme.
JAS D. RANKIN Député Greffier.
13 nov—4f ler 20 nov

ETAT DE LA LOUISIANE COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Conway & Carter et nombreux autres vs leurs créanciers—No 25 318—Division C—Ordre de Cour—Qu'une session des dits créanciers ait lieu à l'effet d'entendre et considérer un arrangement entre la raison commerciale de Conway & Carter et Constant Conway et Lemuel C. Carter individuellement et comme membres de la susdite société et tel que le présente accepté et approuvé toutes réunies et assemblées des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant John H. Mc. Enery, Esq. notaire en cette ville, le LUNDI, 10ème jour de décembre 1888, à 11 heures A. M. pour délibérer sur les affaires de la dite partie, élire un syndic et voter sur toutes ces affaires qui peuvent être présentées devant eux, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et la propriété du dit pétitionnaire soient suspendues.
Nouvelle-Orléans, 5 novembre 1888.
(Signé) N. H. BROWN, Juge.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN Député Greffier
6 nov—3f au 10 déc

Hayes & Rogers. Wm. D. Haynes et Andrew V. Rogers vs leurs créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 22,300—Division D—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (si elle en ont) pour lesquelles le premier compte présenté par James J. Hayes, syndic des créanciers dans cette affaire ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
29nov—2f—4dec 4 Greffier.

Dix-huitième Etat Annuel

— DE —

L'Association d'Assurance de la Nouvelle-Orléans.

CONFORMÉMENT à sa charte, l'Association d'Assurance de la Nouvelle-Orléans publie l'état suivant de ses affaires pour l'année expirée le 31 décembre 1887.

Primes reçues.
Sur risques de feu.....$2,7 100 00
Sur risques de marine..... 4 [illegible]
Sur risques de rivière..... 3 110 34
$ 252 274 14
A ajouter, primes non acquises de 1886..... 70 255 00
Primes totales.....$322 529 14
A ajouter, intérêts et profits et pertes..... 27 397 15
Revenus.....$349 926 29
A déduire pertes payées.
Pertes non payées.....$110 852 81
Sur risques de marine..... 7 199 67
Sur risques de rivière..... 155 63
Total des pertes payées..... $127 209 11
Retour de primes et cancellations..... 5 221 17
Commissions..... 35 937 24
Réassurances..... 17 909 84
Licences..... 000 00
Dépenses de bureau et d'agences, salaires, bureau des assurances corps de sauvetage, loyers, publications, etc... 34 406 30
Déboursés..... $221 642 36
Surplus..... $105 283 93
Primes non acquises de 1887.....$ 80 695 00
Pertes ajustées et non ajustées..... 34 000 00 91 695 00
Bénéfice net..... $13 588 93

ACTIF.
Argent en caisse..... $ 31 753 84
Dépôt au trésor de l'Etat du Mississippi..... 15 000 00
Argent entre les mains d'agents d'autres Etats..... 13 912 61
$10 000 Bons des Etats Unis à 6 0/0 12 700 00
$121 000 Bons Consolidés de la Nlle Orléans..... 134 310 00
$53,200 Bons à Primes de la Nlle Orléans (dont $2 100 sont des Dyas à bonds)..... 71 953 00
Primes en voie de recouvrement..... 12 628 77
Prêts sur hypothèque..... 42 184 34
Effets à recevoir..... 3 005 00
Billets à recevoir pour primes..... 3 121 85
Actions et autres valeurs..... 12 144 86
Meubles et installations de bureau..... 2 500 00
Total..... $358 414 01

Le tableau ci dessus est une copie exacte des livres de l'Association d'Assurance de la Nouvelle Orléans.
GEO. LANAUX Jr. G. LANAUX,
Secrétaire. Président.
Assermenté et signé devant moi ce 16 janvier 1888. HENRY CAMPBELL, Notaire public.
CHAS. G. ANDRY,
7 jan—1m Notaire.

Etat de Situation semestriel

— DE LA —

Banque Nationale de l'Etat

De la Nouvelle-Orléans,

STATE NATIONAL BANK

DE LA NLLE ORLEANS.

ETAT SEMESTRIEL.

30 Juin 1888.

ACTIF

Bons des Etats Unis autres bons aussi actions	477 884 00
Primes sur bons des E. U.	17 000 00
5 0/0 avec Trésorier des E. U.	12 375 00
Propriétés foncières	74 050 46
Escomptes	935 956 27
Prêts sur demande	$192 029 17
Change	260 192 82
Argent comptant et chèques sur d'autres banques	393 907 23— 846 029 22
	$2 363 899 05

PASSIF

Capital	$425 000 00
Fonds de surplus	64 000 00
Profits non divisés	31 376 26
Dividendes non payés	15 953 99
Circulation	245 400 00
Dépots indivi. divis	$1 304 249 96
Dépôts des banques	277 956 84 1 582 206 80
	$2 363 899 05

Attesté par [illegible] T. E. BOLAND, Caissier

ANNONCES JUDICIAIRES.

PAR LE CONSTABLE.

F. Graham vs F. Brasley.

QUATRIÈME COUR DE CITÉ de la Nlle Orléans.—No 9,421.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable E. H. Marr Jr. juge de la Quatrième Cour de Cité de la Nouvelle Orléans, dans l'affaire ci dessus, le procédera à la vente à l'encan, rue Magazine No 1036, près Gén'l Taylor, VENDREDI, le 14 décembre 1888, à midi de la propriété ci-dessus décrite, à savoir: Un lot de meubles de maison saisi dans l'affaire ci dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
4 déc—4 9 14 M. F. MICHEL, Constable.

VENTE PAR LE MARSHAL DES ETATS-UNIS.

Léon R. Levy vs J. K. Levy & Son et Léon R. Levy vs J. K. Levy & Son et als.—Nos 11,751 et 11,752.

COUR DE CIRCUIT DES ETATS-UNIS pour le District Est de la Louisiane.—En vertu de deux writs de fieri facias à moi adressés, dans l'affaire ci-dessus, je vendrai au plus fort enchérisseur, le LUNDI, trente-unième jour de décembre 1888 à midi, à l'entrée principale de la Douane, rue du Canal dans la ville de la Nouvelle-Orléans, la propriété décrite ci-après, à savoir:

Un certain lot de terre avec les bâtisses, améliorations et dépendances qui y appartiennent, situé dans le troisième district de cette ville et désigné par le No 19, de lilet No 8, bornée par les rues Derbigny, Claiborne, Kerlerec et Columbus, sur un plan de Cosnier, en date du 5 juin 1847, déposé en l'étude de Joseph Cuvillier, notaire en cette ville, et mesure au pied américain, 31 pieds 6 pouces et une dernière ligne de face à la rue Derbigny sur une profondeur de 100 pieds. Saisi dans l'affaire ci dessus.
Conditions—Comptant.
BUREAU DU Marshal des Etats Unis
Nouvelle-Orléans, 30me jour de Novembre 1888.)
GEO. ARNOLD M.
Marshal des Etats-Unis pour le District Est de la Louisiane.
30 nov—30—3 10 17 24 31 déc

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Mary Barchman, veuve de Charles Eckert.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 25 240—Division D—Attendu que Charles Eckert a présenté une pétition à la Cour à effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Mary Mutchmann, femme de Charles Eckert, décédée—Ordonné que ledit Charles Eckert soit et est nommé par le présent dûment autorisé à faire tous actes requis par la loi dans la succession de feue Mary Mutchmann, et que dans les dix jours prochains pardevant le présent soit donné à toute cette affaire dans les dix jours prochains pardevant le présent soit donné à toute personne qui y aura droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.

Succession de Pierre Lacuze.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 25 121—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui auront la présente notification, les raisons (si elle en ont) pour lesquelles le compte présenté par Edward D. White exécuteur testamentaire de cette succession ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS Greffier
1er dec—9 16 23

Succession de Marie Miller, femme de Joseph Bertin.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 25,255—Division A—Attendu que Joseph Bertin a présenté une pétition à la Cour à effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Marie Miller, femme de Joseph Bertin actuellement sans domicile connu—Ordonné que ledit Joseph Bertin soit et est nommé par le présent dûment autorisé à faire tous actes requis par la loi dans la succession de feue Marie Miller, femme de Joseph Bertin actuellement sans domicile connu—Ordonné que cela peut commencer d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS Greffier.

Succession de Daniel Hurley et Ann Fitzpatrick, sa femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 25,000—Division A—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours prochains pardevant le présent toutes raisons (si elles en ont) pourquoi le premier compte présenté par Joseph Hurley, syndic des créanciers de cette succession ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS
Greffier.

Succession de Louis Guiem.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans No 25,127—Division A—Attendu que Mme [illegible] a présenté une pétition à la Cour à effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Louis Guiem—Ordonné que ledit [illegible] soit et est nommé par le présent dûment autorisé à faire tous actes requis par la loi dans la succession de feu Louis Guiem—Ordonné que cela peut commencer d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS
Greffier.

Succession de Coloma Hilbrig, veuve de Samuel Bola.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 24,933—Division A—Attendu que Samuel Hilbrig a présenté une pétition à la Cour à effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Coloma Hilbrig, veuve de Samuel Bola—Ordonné que ledit Samuel Hilbrig soit et est nommé par le présent dûment autorisé à faire tous actes requis par la loi dans la succession de feue Coloma Hilbrig, veuve de Samuel Bola—Ordonné que cela peut commencer d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS
Greffier.

Succession de Joseph B. Wildermann

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 25,128—Division C—Attendu que Noah Wildermann a présenté une pétition à la Cour à effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Joseph B. Wildermann, décédé dernièrement à cette ville—Ordonné que ledit Noah Wildermann soit et est nommé par le présent dûment autorisé à faire tous actes requis par la loi dans la succession de feu Joseph B. Wildermann, décédé dernièrement à cette ville—Ordonné que cela peut commencer d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS Greffier.

Succession de Augustin Burke.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 25,125—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (si elle en ont) pour lesquelles le compte présenté par Mme Caroline Hansell, veuve de Pierre Lacaze et Auguste Lacaze, exécutrices testamentaires de cette succession ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS Greffier.
25 nov—2f—2 déc

Succession de Samuel L. James.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 25,102—Division A—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours prochains pardevant le présent toutes raisons (si elles en ont) pourquoi le premier compte présenté par Joseph B. Wildermann, syndic des créanciers dans cette affaire ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS Greffier.
25 nov—2f—2 déc

Succession de Joachim Rapp.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 25,253—Division A—Attendu que Joseph Hessin a présenté une pétition à la Cour à effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Joachim Rapp—Ordonné que ledit Joseph Hessin soit et est nommé par le présent dûment autorisé à faire tous actes requis par la loi dans la succession de feu Joachim Rapp—Ordonné que cela peut commencer d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS Greffier.
27 nov—2 déc.

Succession de Mme Hattie Longshore, veuve de Charles Thorn.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 24,432—Division D—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours prochains pardevant le présent toutes raisons (si elles en ont) pourquoi le premier compte présenté par Noah W. Longshore, syndic des créanciers de cette succession ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS
Greffier.
27 nov—2—2 déc

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—No 27,290—Division A—Lorsque à tout procès-verbal de vente d'immeubles ci-dessous demandé qui une session de la Cour soit tenue pardevant le Juge de la Cour de District de la dite association J. J. Jourdan et Andrew Lovejoy soit acceptée par la cour que une assemblée des créanciers des mêmes immeubles soit convoquée pardevant Chas. B. Upton, Esq. notaire public le huit jour de décembre 1888, et que toutes procédures contre la personne et la propriété des immeubles soient suspendues.
Nouvelle Orléans, 27 novembre 1888.
(Signé) FRED D. KING, Juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans Division B séjeant à la place de Hon Thos C. W. Ellis juge de la dite Cour, Division A maintenant absent en congé.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
27 nov—3f au 8déc

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS DE DEUX MILLIONS DISTRIBUÉS.

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature en 1868, dans un but de charité et pour aider au développement de l'immigration dans le Sud.

La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire énorme, et reconnue par la présente Constitution de l'Etat, adoptée le 3 décembre 1879.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu tous les mois en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle Orléans.

Les grands tirages à numéros simples ont lieu tous les mois en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle Orléans.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
J. A. Early
COMMISSAIRES.

TIRAGE COLOSSAL

— A —

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 18 DEC, 1888

GROS LOT:

$600,000

100,000 Billets à Quarante Dollars. Demi-Billet $20; Quart de Billet $10 00; Huitième de Billet $5; Vingtième de Billet $3; Quarantième de Billet $1.

LISTE DES LOTS:

1 Lot de	$600,000, sont	$600,000
1 Lot de	200,000,	200,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
2 Lots de	25,000,	50,000
5 Lots de	10,000,	50,000
12 Lots de	5,000,	60,000
25 Lots de	2,000,	50,000
100 Lots de	500,	50,000
200 Lots de	200,	40,000
500 Lots de	100,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION:

100 Lots de $1,000, sont		$100,000
100 Lots de	$900,	90,000
100 Lots de	$400,	40,000

Trois numéros de terminaison.

99 Lots de $800, sont		$79,200
99 Lots de $400,		39,600

Deux numéros de terminaison.

900 Lots de $200, sont		$180,000
900 Lots de $200,		180,000
3,146 Lots se montant à		$2,118,800

NOTE.—Les billets gagnant de gros lots n'ont pas droit à d'autres lots si leurs deux derniers chiffres sont les mêmes que ceux des billets gagnant le gros lot.

☞ Pour les prix à payer par les Clubs, on pour tout renseignement que l'on voudrait avoir, s'adresser en soussigné. Votre écriture devra être distincte et la signature lisible. On n'aura rien un service plus rapide de la Poste en envoyant une enveloppe portant l'adresse en plein.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, ou change de New York, dans des lettres ordinaires. Monnaie courante par l'Express [à nos frais]. S'adresser à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresser vos lettres enregistrées à
la New Orleans National Bank,
New Orleans, Lne.

RAPPELEZ-VOUS que la présence des généraux Beauregard et Early, qui sont chargés des tirages, est une garantie de la parfaite loyauté qui préside à la distribution des lots. Les chances sont égales pour tous. Personne ne saurait prévoir le numéro qui sera un lot.

RAPPELEZ-VOUS que le paiement de tous les lots est GARANTI PAR QUATRE BANQUES NATIONALES DE LA NOUVELLE-ORLÉANS, et que les billets sont signés par le président d'une banque de cette ville, inscrite dans une charte, sont remarqués par les trésoriers et des plus élevés. De'ce vous donc des combinaisons et des plans mensongers!

Rapidité France aux Etats-Unis, Canada Mexique, et payé d'avance.

Faites faire vos portraits

Pour les offrir comme cadeaux de fêtes

—CHEZ—

SIMON

182 rue du Canal, près du Grand **Opera House et 21 rue Hôpital.**

Photographies avec artière plans foncés. Barbinettes et statuaire une spécialité.
Tableaux et Portraits de grandeur naturelles à des prix très réduits.
29nov—1m dim

VENTES POUR TAXES D'ETAT

VILLE D'ORLEANS, Lne, 26 nov. 1888.
ETAT DE LA LOUISIANE vs LUCAS E. MOORE & Co., Débiteurs Délinquants pour Taxes, Premier District, Paroisse d'Orléans.

EN VERTU de l'autorité dont je suis revêtu par la Constitution et les lois de la Louisiane, je vendrai aux enchères publiques, au local de la saisie, sur les Rues ci-après désignés, le DIMANCHE, 9 décembre 1888, à 10:30 heures a. m., la propriété ci-après décrite, pour assurer la perception de taxes maintenant dues à l'Etat de la Louisiane, associées en l'année 1888 et pendant les années précédentes, avec les intérêts accrus depuis le 31 décembre de l'année pour laquelle les dites taxes ont été respectivement associées jusqu'à complet paiement ainsi que tous les frais, savoir:

Taxes pour l'année 1888.....	$240 00
Taxes pour l'année 1887.....	80 00
Taxes pour l'année 1886.....	150 00
Taxes pour l'année 1885.....	150 00

Tout le contenu du local; No 167 rue Canal, consistant en un grand assortiment de chaussures, comptoirs, boîtes, pantoufles, etc., pour dames, enfants, hommes et garçons—aussi un grand coffre fort en fer; un lot de chaises, chandeliers, appareils d'installations de magasin, etc., conformément à un inventaire déposé en mon bureau.
Conditions—Comptant sur les lieux.
CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
4 déc—4 7 11 15

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente continuée et commencant à 10 heures a. m.

Vente importante par le Shérif Civil du contenu et installations des magasins de variétés et d'articles de toilette pour messieurs, situés au 122 rue du Chartres et No 66 rue Bourse, consistant d'un fonds de marchandises de valeur et très attrayant appartenant à ce genre d'affaires, lesdits magasins, chaises, tables, chaises, meubles-mains, chemises, chemises de prem (coton, laine et flanelle), caleçons, jupons, mouchoirs, cravates, parfumeries, jaquettes, cache-nez, gants, ombrelles, mécaniques, cols, manchettes, porte-monnaies, cartes, éventails, brosses, savons, parfumeries, jaquettes, cache-nez, épingles, aiguilles, boutons, etc., et à tres articles trop nombreux à décrire.
Aussi, comptoirs, tables, étagères, meubles de bureau, etc., coffre-fort à combinaison, etc.
Le tout à être offert et vendu en lots.
dans l'affaire de
Félix Loeb & Bros., vs D. A. Mayer.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 24,432—En vertu d'un jugement et d'un ordre de vente rendu le 16 novembre et signé le 21 novembre 1888, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St Charles entre Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le MARDI, 4 décembre 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre situé dans le Troisième District de cette ville, dans l'ilet borné par les rues Esplanade, Derbigny et Robertson, suivant le plan de E. G. Soulet, arpenteur, en date du 1 janvier 1873, enregistré au registre d'hypothèques du No 1 sous le No 1 mesurant vingt six pieds (26) aux jours et quarante huit (48) pieds de face à la rue du barrage (Esplanade) sur une profondeur de cent vingt pieds (120) de large dans le fond, quatre vingt quinze pieds (95) et huit pouces (8) de profondeur sur la ligne de la rue Derbigny et quatre vingt dix pieds (90) de profondeur sur la ligne de la rue Robertson, et contenant ensemble